

La Birmanie fait son apparition sur la carte financière

MICROFINANCE La Birmanie représente un potentiel que peu de marchés émergents offrent aujourd'hui. Compte tenu du faible niveau de développement du secteur bancaire, son accès aux investisseurs étrangers reste compliqué

La Birmanie est le dernier marché frontière en date à piquer la curiosité des investisseurs. Caractérisé par d'abondantes ressources naturelles, une importante population et des besoins de développement majeurs, le pays présente un potentiel que peu de marchés émergents offrent aujourd'hui.

Si l'on peut être tenté d'y voir la prochaine Indonésie ou le prochain Vietnam, la comparaison avec le Cambodge – pays qui a connu un développement galopant après la fin du régime des Khmers rouges – paraît plus pertinente. Un Cambodge dont l'économie continue de progresser vigoureusement, largement soutenue par son secteur microfinancier.

L'exemple du Cambodge

Lorsque la paix a finalement été signée, en 1991, après dix ans d'occupation vietnamienne, le Cambodge était à genoux et son secteur financier complètement décimé. Le gouvernement a alors autorisé des ONG internationales et autres organisations bilatérales ou mul-



Comme le Cambodge il y a quelques années, la Birmanie pique la curiosité des investisseurs. (SOE ZEYA TUN/REUTERS)

tilatérales à entrer sur le marché pour participer au redressement du pays. Beaucoup ont élaboré des programmes de microfinance dans le cadre de services plus larges couvrant la santé, l'éducation et le développement des infrastructures notamment. Dotées d'une bonne gouvernance et d'abondants financements apportés par ces institutions étrangères, soutenues également par l'environnement réglementaire mis en place par la Banque nationale du Cambodge, nombre de ces ONG ont pu se transformer en institutions financières régle-

mentées au début des années 2000. Avec à leur tête des Cambodgiens de talent déterminés à faire renaître leur pays de ses cendres.

Aujourd'hui, les neuf institutions de microfinance les plus importantes du Cambodge, dont la plus grande banque du pays (créée au début des années 1990 sous forme d'ONG financée par le PNUD et le BIT), représentent 90% des services financiers aux particuliers, avec 2,2 millions de clients et un portefeuille de crédits d'environ 5,7 milliards de dollars (au 16 juin dernier). Les investisseurs étrangers ont joué

un rôle clé dans cette croissance impressionnante. Le pays est caractérisé par des marchés de capitaux locaux sous-développés, mais un cadre réglementaire favorable et une monnaie indexée au dollar américain.

Au Cambodge, le PIB par habitant a plus que triplé, passant de 1100 dollars en 2000 à 3500 dollars en 2015 (Banque mondiale), quelque 50% des ménages ont aujourd'hui accès à des services financiers. Ainsi, avec une population à peine inférieure à 16 millions d'habitants, les préoccupations sont passées en un peu plus

de dix ans de l'inclusion financière à une possible suroffre. Pour autant, soutenu par un bureau du crédit efficace, un cadre réglementaire rigoureux et des institutions de microfinance (IMF) bien gérées, la microfinance demeure un élément porteur dans le développement du pays.

Un cadre en développement

Les portes de la Birmanie sont restées closes pendant cinquante ans pour ne s'entrouvrir qu'en 2011. Comme au Cambodge, c'est avec une population dépourvue d'accès aux services financiers et de compétences en la matière que cette phase d'ouverture s'est amorcée – 70% de la population adulte serait financièrement exclue ou recourrait à des financements informels tandis que 12% des jeunes seulement disposeraient d'un compte bancaire.

Les banques locales s'adressent essentiellement à des clients commerciaux ou très fortunés, donnant ainsi aux IMF la possibilité de servir les quelque 50% de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour. Depuis la mise en œuvre de réglementations en matière de microfinance et l'octroi formel de licences en 2011, plus de 250 IMF ont été enregistrés, dont plus de 20 en mains étrangères, avec des profils très similaires à ceux de leurs pairs établies au Cambodge.

Au vu du profil des besoins, les IMF pourraient bien devenir la

force motrice du secteur des services aux particuliers de la Birmanie. Le seul bémol par rapport au Cambodge est lié au cadre d'investissement. Ce dernier en effet est toujours en phase de développement en Birmanie, ce qui complique l'accès des investisseurs étrangers. Dès lors, compte tenu du faible niveau de développement du secteur bancaire local, les IMF sont confrontées à des flux de financement restreints, freinant la croissance malgré la forte demande de services financiers transparents. Mais les réglementations vont évoluer.

Et si, à court terme, il est peu probable que le secteur des services financiers aux micro-, petites et moyennes entreprises de la Birmanie connaisse une progression aussi fulgurante que celle de son homologue cambodgien, l'optimisme est clairement de mise: les habitants de la Birmanie ont soif de changement et nul n'aurait imaginé, il y a quelques années à peine, que le pays élirait un jour démocratiquement son gouvernement. Ce marché vaut la peine qu'on s'y intéresse. ■

RAJITHA BEARDEN
SENIOR
INVESTMENT
ANALYST,
SYMBIOTICS

